

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 341

6 février 2016

SOMMAIRE

Alboran S.A.	16332	Leysser S.A.	16328
Aldilpa	16348	LSP International Holdings S.à r.l.	16327
Alma International S.A.	16361	LUX Investment Fund S.A.	16326
AMP Capital Investors (Infrastructure No. 4) S. à r.l.	16329	Lux-JB-Immo S.A.	16327
Aprisun S.A.	16352	Management Union for Strategy and Trade	16326
Bali SCS	16354	Marais Holding S.à r.l.	16325
Bosmont S.C.	16355	M.A.V.J. S. à r.l.	16368
BPI XII S.à r.l.	16359	McCain Finance Europe S.à r.l.	16325
Brulaur S.C.	16344	McCain Finance Luxembourg S.à r.l.	16325
DN-Machines S.A.	16323	Megavert S.à r.l.	16323
Ecogec Immobilière S.A.	16323	M.E. Maintenance & Parts S.A.	16326
EDI Facilities, Electronic Data Interchange Consulting & Customizing S.à r.l.	16323	Metaltec S.à r.l.	16324
Eurofertigbau A.G.	16322	MF Equities S.à r.l.	16324
Eurogipa S.A.	16322	M.F. Holdings s.à r.l.	16326
Eurosun Europe AG	16322	MF Investments S.à r.l.	16324
France TopCo S. à r.l.	16322	Novenergia Holding Company S.A.	16323
G2K Distribution S.à r.l.	16353	Oberheim S.à r.l.	16327
La Saisiaz Property S.A.	16327	O-Consulting S.à r.l.	16324
Leruth Immobilière S.A.	16328	O-Consulting S.à r.l.	16325
Leruth Immobilière S.A.	16328	Parc Helfent S.A.	16327
Les Espaces Saveurs S.A.	16328	Pegasus (Belgium) S.à r.l.	16325
Leysser S.A.	16328	Pegasus Holdings (Belgium) 2 S.à r.l.	16322
Leysser S.A.	16328	Pegasus Holdings (Belgium) S.à r.l.	16324
		Pegasus Master Holdings (Belgium) S.à r.l. ..	16326

Pegasus Holdings (Belgium) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.851.

Il convient de noter que le siège social de la Société a été transféré du 43 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pegasus Holdings (Belgium) 2 S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015193722/14.

(150216640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Eurofertigbau A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5531 Remich, 35, route de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 86.311.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015202508/10.

(150228008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Eurogipa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.266.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROGIPA S.A.

Référence de publication: 2015202511/10.

(150227329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Eurosun Europe AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 154.058.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015202514/10.

(150227125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

France TopCo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015202532/10.

(150227306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Novenergia Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 172.582.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social en date du 04 Novembre 2015

L'assemblée a pris les résolutions suivantes:

Les directeurs décident sur proposition du Président de transférer le siège social de la compagnie au 28, Boulevard Royal - L-2449 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

NOVENERGIA HOLDING COMPANY S.A.

Référence de publication: 2015193692/14.

(150217408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

EDI Facilities S.à r.l., EDI Facilities, Electronic Data Interchange Consulting & Customizing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5540 Remich, 52, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 69.040.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 15 décembre 2015.

Référence de publication: 2015202493/10.

(150228005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Ecogec Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6118 Junglinster, 100, rue de Godbrange.
R.C.S. Luxembourg B 86.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015202490/10.

(150227771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

DN-Machines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 81, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 147.255.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2015202458/10.

(150228163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Megavert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 47, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 171.494.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203858/10.

(150228911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Metaltec S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8226 Mamer, 9, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 179.049.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203860/10.

(150228197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

MF Equities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 60.800,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 70.633.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203861/10.

(150228993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

MF Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 35.550,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.617.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203862/10.

(150228992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Pegasus Holdings (Belgium) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.976.

Il convient de noter que le siège social de la Société a été transféré du 43 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,
au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pegasus Holdings (Belgium) SARL

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015193721/14.

(150216729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.**O-Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, Passage Roger Mandersheid.

R.C.S. Luxembourg B 165.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203900/10.

(150228823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

O-Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, Passage Roger Mandersheid.
R.C.S. Luxembourg B 165.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203901/10.

(150228824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Marais Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 122.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015203825/10.

(150229112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

McCain Finance Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.881.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203829/10.

(150228995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Pegasus (Belgium) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 172.979.

Il convient de noter que le siège social de la Société a été transféré du 43 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pegasus (Belgium) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015193720/14.

(150216584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

McCain Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 89.001,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 161.651.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203830/10.

(150229049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

M.E. Maintenance & Parts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I. rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 84.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203818/10.

(150228782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

M.F. Holdings s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 683.966.125,58.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 47.258.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203819/10.

(150228994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Management Union for Strategy and Trade, Société Anonyme.

Siège social: L-4553 Niederkorn, 54A, rue Franz Erpelding.
R.C.S. Luxembourg B 88.893.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203823/10.

(150229192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

LUX Investment Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 164.479.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203810/10.

(150228508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Pegasus Master Holdings (Belgium) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.837.

Il convient de noter que le siège social de la Société a été transféré du 43 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pegasus Master Holdings (Belgium) SARL

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015193723/14.

(150216603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Lux-JB-Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3514 Dudelange, 37, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 102.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203811/10.

(150229294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

LSP International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203809/10.

(150228625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

La Saisiaz Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 149.049.

Le bilan au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203792/10.

(150229322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Parc Helfent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 135.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Pour la société

Jean-Michel Dangis

Comptable

Référence de publication: 2015203925/13.

(150228645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Oberheim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 47.928.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015203907/11.

(150229100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Leruth Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3261 Bettembourg, 9B, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 154.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203801/9.

(150228666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Leruth Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3261 Bettembourg, 9B, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 154.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203802/9.

(150228700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Les Espaces Saveurs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 9, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 78.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203803/9.

(150228719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Leysser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 37.694.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203804/9.

(150228378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Leysser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 37.694.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203805/9.

(150228379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Leysser S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 37.694.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203806/9.

(150228380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

AMP Capital Investors (Infrastructure No. 4) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.798,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.830.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of November.

Before Us, Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) AMP CAPITAL INVESTORS (ANGEL TRAINS UK NO.2) S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of GBP 20,000.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140473,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, senior legal counsel, with professional address in Mondorf-les-Bains, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on 18th November 2015.

(2) ARGYLE LUXCO REDBULL S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of GBP 12,002.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 198288,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 20th November 2015.

(3) BLUE ATLAS ZA 2014 LIMITED PARTNERSHIP, an exempted company established and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Zephyr House, 122 Mary Street, Po Box 709, Grand Cayman KY1-1107 and registered with the Registry of Companies under number 282462, acting through its general manager BLUE GLOBE A 2013 LIMITED,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Abu Dhabi on 23rd November 2015.

(4) PD ALTERNATIVE INVESTMENTS UK K/S, a limited partnership (“Kommanditselskab”) established and existing under the laws of Denmark, having its registered office at c/o PensionDanmark, Langelinie Allé 43, 2100 København Ø (Denmark) and registered with the Danish Central Business Register under number 36929405,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Denmark on 20th November 2015.

(5) SWISS LIFE GIO S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, route d’Arlon, L- 8009 Strassen (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of EUR 12,500.- and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 183566,

here represented by Mrs. Khadigea Klingele, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 19th November 2015.

The said proxies, signed by the proxyholder of the parties appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing parties, represented as mentioned above, are the shareholders of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of “AMP Capital Investors (Infrastructure No.4) S.à r.l.” having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.830, incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, of March 18, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1148, dated May 9, 2008 and whose bylaws have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, of 8 October 2015, not published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations yet (the “Company”).

II. The Company’s share capital is currently set at twenty thousand seven hundred and ninety eight British pounds (GBP 20,798.-) represented by twenty thousand seven hundred ninety-eight (20,798.-) shares in registered form with a par value of one British pound (GBP 1.-) each.

III. The appearing parties, representing the entire issued and outstanding share capital of the Company, having waived any notice requirement, the general meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

1. Amendment of articles 15.2 and 16.2 of the Company's articles of association regarding the allocation of benefits; and

2. Miscellaneous.

The Shareholders, represented as stated above, have unanimously taken the following sole resolution:

Sole resolution

The shareholders resolve to amend articles 15.2 and 16.2 of the current Company's articles of association which shall henceforth be read as follows:

- “ **15.2.** The balance of the net profit is at the disposal of the general meeting and shall be distributed to the single shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholder(s) in the following proportions:

15.2.1. to the holders of the Class A Shares, pro rata to their respective holdings of Class A Shares: 23.721% of the total net profit distributed;

15.2.2. to the holders of the Class B Shares, pro rata to their respective holdings of Class B Shares: 34.028% of the total net profit distributed;

15.2.3. to the holders of the Class C Shares, pro rata to their respective holdings of Class C shares: 24.199% of the total net profit distributed;

15.2.4. to the holders of the Class D Shares, pro rata to their respective holdings of Class D shares: 12.763% of the total net profit distributed; and

15.2.5. to the holders of the Class E Shares, pro rata to their respective holdings of Class E shares: 5.289% of the total net profit distributed.”

- “ **16.2.** The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company on a winding-up of the Company including the repayment of the share capital to the shareholders at the nominal value (“Distributions”) shall be paid to the single shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholder(s) on the following basis:

16.2.1. to the holders of the Class A Shares, pro rata to their respective holdings of Class A Shares: 23.721% of any Distributions;

16.2.2. to the holders of the Class B Shares, pro rata to their respective holdings of Class B Shares: 34.028% of any Distributions;

16.2.3. to the holders of the Class C Shares, pro rata to their respective holdings of Class C shares: 24.199% of any Distributions;

16.2.4. to the holders of the Class D Shares, pro rata to their respective holdings of Class D shares: 12.763% of any Distributions; and

16.2.5. to the holders of the Class E Shares, pro rata to their respective holdings of Class E shares: 5.289% of any Distributions.”

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by name, surname, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour de novembre.

Par-devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

(1) AMP CAPITAL INVESTORS (ANGEL TRAINS UK NO.2) S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand- Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de GBP 20.000,- et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140473,

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, juriste sénior, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée à Luxembourg, le 18 novembre 2015.

(2) ARGYLE LUXCO REDBULL S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxembourg (Grand- Duché de Luxembourg), ayant un capital social de GBP 12.002,- et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198288,

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée à Luxembourg, le 20 novembre 2015.

(3) BLUE ATLAS ZA 2014 LIMITED PARTNERSHIP, une exempted limited partnership de droit des Iles Cayman, inscrite auprès du Registrar of Limited Partnerships des Iles Cayman sous le numéro 282462, ayant son siège social à Zephyr House, 122 Mary Street, Po Box 709, Grand Cayman KY1- 1107, Iles Cayman, agissant par l'intermédiaire de son associé commandité BLUE GLOBE A 2013 LIMITED,

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée à Abu Dhabi, le 23 novembre 2015.

(4) PD ALTERNATIVE INVESTMENTS UK K/S, une société en commandite simple ("Kommanditselskab") établie et existante en vertu des lois du Danemark, ayant son siège social au c/o PensionDanmark, Langelinie Allé 43, 2100 København Ø (Danemark) et inscrite au registre central de commerce danois sous le numéro 36929405,

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée au Danemark, le 20 novembre 2015.

(5) SWISS LIFE GIO S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen (Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de EUR 12.500,- et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.566.

ici représentée par Madame Khadigea Klingele, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée à Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les parties comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, sont les associés de la société à responsabilité limitée établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination de "AMP Capital Investors (Infrastructure No.4) S.à r.l.", ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.830, constituée par acte de Maître Martine Schaeffer, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 18 mars 2008, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1148, en date du 9 mai 2008 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné le 8 octobre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à vingt mille sept cent quatre-vingt-dix huit livres sterling (GBP 20.798,-), représenté par vingt mille sept cent quatre-vingt-dix huit (20.798,-) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

III. Les parties comparantes représentant la totalité des parts émises et en circulation de la Société, ayant renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée générale des associés est dûment constituée et peut délibérer valablement sur tous les points suivant de l'ordre du jour:

1 Modification des articles 15.2 et 16.2 des statuts ayant trait à la distribution des bénéfices; et

2 Divers.

Les associés dûment représentés, ci- dessus ont unanimement pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

Les associées décident de modifier les articles 15.2 et 16.2 des statuts actuels de la Société, lesquels auront désormais la teneur suivante:

« **15.2.** Le solde du bénéfice net est à la disposition de l'assemblée générale et sera distribué à l'associé unique ou, dans le cas d'une pluralité d'associés, aux associés, dans les proportions suivantes:

15.2.1. aux détenteurs de parts sociales de Classe A, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe A: 23.721% du bénéfice net total distribué;

15.2.2. aux détenteurs de parts sociales de Classe B, au prorata de leurs participations respectives de Classe B: 34.028% du bénéfice net total distribué;

15.2.3. aux détenteurs de parts sociales de Classe C, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe C: 24.199% du bénéfice net total distribué;

15.2.4. aux détenteurs de parts sociales de Classe D, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe D: 12.763% du bénéfice net total distribué;

15.2.5. aux détenteurs de parts sociales de Classe E, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe E: 5.289% du bénéfice net total distribué.»

« **16.2.** Le surplus résultant de la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société lors d'une liquidation ou de toute autre remboursement de capital (les «Distributions») sera versé à l'associé unique ou, dans le cas d'une pluralité d'associés, aux associés, sur la base suivante:

16.2.1. aux détenteurs de parts sociales de Classe A, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe A: 23.721% de toutes Distributions;

16.2.2. aux détenteurs de parts sociales de Classe B, au prorata de leurs participations respectives de Classe B: 34.028% de toutes Distributions;

16.2.3. aux détenteurs de parts sociales de Classe C, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe C: 24.199% de toutes Distributions;

16.2.4. aux détenteurs de parts sociales de Classe D, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe D: 12.763% de toutes Distributions;

16.2.5. aux détenteurs de parts sociales de Classe E, au prorata de leurs participations respectives de parts sociales de Classe E: 5.289% de toutes Distributions".

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Mondorf-les-Bains, les jours, mois et an qu'en tête les présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: K. Klingele, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 24 novembre 2015. GAC/2015/10202. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192474/190.

(150215989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Alboran S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 201.791.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the eighteenth day of the month of November;

Before Us Me Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

The public limited company "VICTORY BUSINESS CENTER S.A.", in abbreviation "VBC S.A.", established and having its registered office in L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 174540,

duly represented by its sole director Ms. Célia Maria ALMEIDA CERDEIRA, company director, residing professionally in L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté,

here represented by Mr. Mathieu RASO, private employee, residing professionally in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Duration - Purpose - Registered Office

Art. 1. There is hereby established a public limited company ("société anonyme") under the name of "ALBORAN S.A." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The Company's object is the taking of participations and interests in any form, through the purchase, exchange, development or any other manner, in other companies or enterprises, as well as the holding, management, control and

development of those participations. The Company can also transfer those participations through sale, exchange or otherwise.

The Company can directly or indirectly carry out all transactions associated with real property and the rights connected thereto, including, but not limited to, the acquisition, development, sale, management and/or rental of real property.

The Company can borrow in any manner, particularly, without limitation, through the issue of convertible or non-convertible bonds or other instruments, or through bank or shareholder loans, and can grant capital, loans, advances or guarantees to or for the benefit of other companies in which the Company may or may not hold a direct or indirect interest and whether or not such companies belong to the same group or are connected with it in any manner.

The Company can take an interest, through purchase, exchange, development, or any other manner, in all financial instruments, in the broadest sense of the term, particularly in shares and other securities similar to shares, shares in companies and collective investment vehicles, bonds and other debt instruments, certificates of deposit, deposit bonds and negotiable instruments, securities conferring the right to acquire shares, bonds or other securities through subscription, purchase or exchange, financial futures and securities providing for cash settlement (excluding payment instruments), including money market instruments, all other securities representing rights of ownership, claims or real property, all instruments relating to underlying financial interests, indexes, raw materials, precious metals, commodities, metals or merchandise, to other goods or risks, debts relating to the foregoing items, whether those financial instruments are represented by a certificate or not, are transferable in bearer or registered form, endorsable, non-endorsable, and regardless of the law applicable to them.

The Company may take all required actions and enter into and/or perform any obligation in the context of any of the foregoing and in particular (but without limitation) enter into any agreement with any party or execute any document that it considers necessary or useful for the achievement and development of its purpose.

The Company may acquire through contributions, firm purchases or options, patents, service marks, trademarks licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights and generally hold, license the right to use it, sublicense, sell or dispose of the same, into whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks and licenses and to obtain and make any registration required in this respect.

The Company can also take whatever action necessary to protect rights derived from patents, trademarks, service marks, licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third party.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

The Company can generally undertake all industrial, commercial, financial, investment or real estate operations in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad which are connected directly or indirectly in whole or in part to the corporate purpose.

The Company can achieve its objective directly or indirectly in its own name or for the account of a third party, alone or in association, undertaking all operations by nature in favor of the corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered offices of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

II. Capital - Shares

Art. 5. The Company has an issued capital of THIRTY-ONE THOUSAND EUROS (31,000.- EUR), divided into THIRTY-ONE THOUSAND (31,000) shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each.

For the period foreseen here below, the corporate capital may be increased from its present amount up to FIVE MILLION euros (5,000,000.- EUR) by the creation and issue of additional shares of a par value of ONE euro (1.- EUR) each.

The authorized and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on the 5th anniversary of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of the present incorporation deed, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the Company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency, being understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here-above and especially under the provisions of article 32-4 of the Law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company shall be in registered form.

A register of shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp.

However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with articles 9, §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders

Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the Second Friday of the month of May at 10:30 a.m. at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the “form”) sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: “In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void”.

The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification.

These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound (i) by the joint signature of any two (2) directors, (ii) by the individual signature of the managing director or (iii) by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on 1st of January of each year and shall terminate on 31st of December of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2016.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be nominated by a passing of a resolution of the sole shareholder.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the thirty-one thousand (31,000) shares have been subscribed by the sole shareholder. All the shares have been paid up to the extent of twenty-five per cent (25%) by payment in cash, so that the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FIFTY EURO (7,750.- EUR) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Extraordinary general meeting Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The registered office is established at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.
2. The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
3. The following persons are appointed as directors:
 - a) Mr. Daniel GALHANO, born on July 13, 1976, in Moyeuvre-Grande (France), residing professionally at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
 - b) Mr. Laurent TEITGEN, born on January 5, 1979, in Thionville (France), residing professionally at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg; and
 - c) The public limited company "SECURED INTERNATIONAL TRANSACTIONS SERVICES S.A.", in abbreviation "SITS S.A.", established and having its registered office in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 149718.
4. In accordance with article 51bis of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies, Mr. Laurent TEITGEN, pre-named, is appointed as permanent representative of the director named under c).
5. The public limited company "Revisora S.A.", established and having its registered office in L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 145505, is appointed as statutory auditor of the Company.
6. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, Mr. Daniel GALHANO, above named, is appointed as chairman of the board of directors.
7. The mandates of the directors, chairman of the board and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2020.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred fifty euro (EUR 1,150.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit novembre;

Pardevant Nous Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme "VICTORY BUSINESS CENTER S.A.", en abrégé "VBC S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 174540,

dûment représentée par son administratrice unique Mademoiselle Célia Maria ALMEIDA CERDEIRA, administratrice de société, demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté,

ici représentée par Monsieur Mathieu RASO, employé privé, demeurant professionnellement au L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de "ALBORAN S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations et d'intérêts sous quelque forme que ce soit, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés ainsi que la détention, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut réaliser directement ou indirectement toutes opérations liées à des biens immobiliers et des droits y attachés, y compris mais ne se limitant pas à l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations et d'autres titres de créance et/ou de titres de capital, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant associé, et accorder à ou au profit d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient ou non un intérêt direct ou indirect, appartenant au même groupe ou liées d'une manière ou d'une autre, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra s'intéresser, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière à tous les instruments financiers dans l'acception la plus large du terme, et notamment toutes les valeurs mobilières et autres titres, notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, les créances relatives aux différents éléments ci-avant énumérés ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La Société peut prendre toute mesure requise et conclure et/ou exécuter toute obligation dans le cadre de tout ce qui précède et en particulier (mais sans limitation) conclure toute convention avec toute autre partie ou signer tout document qu'elle considère nécessaire ou utile pour la réalisation et le développement de son objet.

La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. La Société a un capital émis de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR), divisé en TRENTE ET UN MILLE (31.000) actions avec une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR) chacune.

Pour la durée telle que prévue ci-après, le capital social pourra être porté de son montant actuel à CINQ MILLIONS D'EUROS (5.000.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions supplémentaires d'une valeur nominale d'UN euro (1,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 5^{ème} anniversaire de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du présent acte de constitution, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société seront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires

Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le deuxième vendredi du mois de mai à 10.30 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit.

Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;

f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;

g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;

h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et

i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2016.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique. Toutes les actions ont été libérées à hauteur de vingt-cinq pour cent (25%), de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (7.750,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale des actionnaires Décisions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est établi au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - a) Monsieur Daniel GALHANO, administrateur, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande (France), demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
 - b) Monsieur Laurent TEITGEN, administrateur, né le 5 janvier 1979 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg; et
 - c) La société anonyme "SECURED INTERNATIONAL TRANSACTIONS SERVICES S.A.", en abrégé "SITS S.A.", établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 149718.
4. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Laurent TEITGEN, préqualifié, est nommé représentant permanent de l'administrateur mentionné ci-avant sous c).
5. La société anonyme "Revisora S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 145505, est nommée comme commissaire aux comptes de la Société.
6. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, Monsieur Daniel GALHANO, préqualifié, est nommé comme président du conseil d'administration.
7. Les mandats des administrateurs, du président du conseil et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent cinquante euros (EUR 1.150,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: RASO, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 novembre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 36638. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192465/641.

(150215966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Brulaur S.C., Société Civile.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg E 5.789.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-trois novembre,

Pardevant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand- Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU

1. Monsieur Bruno, Aymar, Henri de GAILLARD de LAVALDENE, né le 2 octobre 1927 à Vernas (France), demeurant au 4 bis avenue Sainte Luce, 1003 Lausanne (Suisse), dûment représenté par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 13 novembre 2015; et,

2. FIFTY-TWO F. LIMITED, une Limited Company, 57, Ipparchou Street, 3027 Limassol (Chypre), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre sous le numéro HE 343816,

dûment représenté par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 20 novembre 2015;

(1. et 2. ci-après désignés ensemble par les Comparants ou les Associés)

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées ne varietur par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Qu'ils sont les associés de la société de droit panaméen «Brulaur Inc.» (ci-après dénommée la "Société", établie et ayant son siège social à Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama), inscrite au Registre Publique de Panama (République de Panama) sous le numéro 837059, constituée en date du 24 juin 2014.

B) la Société a décidé de transférer son siège social Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama), vers Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), suivant résolutions (les Résolutions) prises par les Associés de la Société en date du 28 septembre 2015.

C) Que les documents suivants, signés "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui:

- un «Certificate of Incumbency» délivré en date du 12 novembre 2015, certifiant que la Société a été dûment enregistrée, existe toujours et n'est pas en voie de liquidation;

- les Résolutions prises par les Associés, en date du 28 septembre 2015, décidant du transfert de la Société vers le Grand-Duché de Luxembourg;

- une copie de la situation financière de la Société au 2 novembre 2015;

- une confirmation sous la forme d'un bilan émise en date du 20 novembre 2015 attestant qu'aucun changement significatif n'a eu lieu dans la situation financière de la Société depuis le 2 novembre 2015.

C) Qu'il ressort des Résolutions prises par les Associés de la Société qu'il a été décidé de transférer le siège social de la Société vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), les Associés étant appelé à voter et à approuver le transfert du siège social de la Société de Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama) vers le 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) et à authentifier lesdites résolutions conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise.

D) Qu'en outre les Associés sont appelé à approuver les modifications nécessaires mentionnées ci-dessous afin de mettre les statuts en conformité avec les exigences légales luxembourgeoises et de procéder à la nomination du gérant unique de la Société.

E) Qu'il résulte d'une situation financière de la Société au 2 novembre 2015 que la valeur de l'actif net de la Société n'est pas inférieure à son capital social.

Ensuite les Associés représenté comme ci-avant, a pris les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Confirmation et ratification des résolutions prises par les Associés de la Société en date du 28 septembre 2015, et décision de transférer le siège social de Panama (République de Panama) vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), conformément aux dispositions des lois luxembourgeoises, sans aucune rupture de la personnalité juridique de la Société, sans création d'un nouvel être juridique moral.
2. Adoption par la Société de la nationalité luxembourgeoise.
3. Adoption de la forme d'une société civile.
4. Confirmation de la dénomination de la Société en "Brulaur S.C".
5. Approbation du Bilan de Panama au 2 novembre 2015 comme étant le bilan d'ouverture au Luxembourg et confirmation de la description et de la cohérence de tous les actifs et passifs de la Société et du capital social émis et libéré de la Société;
6. Prise d'acte et, dans la mesure nécessaire, approbation du Certificat;
7. Annulation de la valeur nominale des parts d'intérêt et conversion de la devise d'expression du capital social de Dollars US en Euro au taux de change de la Banque Centrale Européenne au 17 novembre 2015
8. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de six cent vingt-huit euros (EUR 628,-) pour le porter de son montant actuel de neuf mille trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) à dix mille euros (EUR 10.000,-) par incorporation de réserves et fixation de la valeur nominale des parts d'intérêt à cent euro (EUR 100,-);
9. Adoption par la Société d'une durée illimitée et de l'exercice social calendaire (du 1^{er} janvier au 31 décembre).
10. Adaptation des statuts de la Société afin de les mettre en conformité aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.
11. Constatation de la disposition transitoire suivante: Le premier exercice social (commencé le 1^{er} janvier 2015 sous l'empire de la législation panaméenne), se terminera, après continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, le 31 décembre 2015.
12. Fixation du siège statutaire de la Société au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 (Grand-Duché de Luxembourg).
13. Nomination du gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

Première résolution

Les Associés ratifient les résolutions prises à Panama (République de Panama) en date du 28 septembre 2015 et décide de transférer le siège social de Panama (République de Panama) vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), conformément aux dispositions des lois luxembourgeoises, sans aucune rupture de la personnalité juridique de la Société et sans création d'un nouvel être juridique moral.

Deuxième résolution

Les Associés décident que conformément à l'article 159 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Société adopte la nationalité luxembourgeoise et doit être considérée comme une société luxembourgeoise à partir de la date des présentes.

Il est reconnu que la Société doit être inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Troisième résolution

Les Associés décident que la Société opérera sous la forme d'une société civile.

Quatrième résolution

Les Associés décident de conserver la dénomination de la Société en Brulaur S.C.

Cinquième résolution

Les Associés décident d'approuver le Bilan de la Société à Panama et de l'accepter comme étant le bilan d'ouverture au Grand Duché de Luxembourg à la date du 2 novembre 2015, une copie dudit Bilan restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés constatent que la description et le contenu de tous les actifs et passifs de la Société et du capital social émis et libéré résultent du bilan susmentionné.

Les Associés déclarent que tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation, restent la propriété intégrale de la Société, qui possède toujours tous ses actifs et qui est toujours tenue par toutes ses dettes et engagements.

Sixième résolution

Les Associés reconnaissent avoir reçu une confirmation sous la forme d'un bilan intérimaire en date du 20 novembre 2015, qui atteste des actifs nets de la Société à cette date; et confirment qu'ils étaient au moins équivalent au montant du capital des associés exposé sur le bilan.

Septième résolution

Les Associés décident d'annuler la valeur nominale des parts d'intérêt et de changer la devise d'expression du capital social souscrit et de la comptabilité de USD en EUR au taux de conversion fixé par la Banque Centrale Européenne au 17 novembre 2015 à USD 1,- = EUR 0.9372

Le capital social s'élève désormais à neuf mill trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) représenté par dix mille (10.000) parts d'intérêt sans désignation de valeur nominale.

Huitième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de six cent vingt-huit euros (EUR 628,-) pour le porter de son montant actuel de neuf mill trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) à dix mille euros (EUR 10.000,-) par augmentation du pair comptable des parts d'intérêt par incorporation de réserves et de fixer la valeur nominale des parts d'intérêt à cent euros (EUR 100,-).

Preuve de l'existence des réserves disponibles a été apportée au notaire instrumentant par le biais d'un bilan et d'une confirmation attestant de ces montants; l'attribution des réserves en tant que tels, ayant été préalablement dûment approuvée par l'associé unique.

Les Associés confirment que le montant du capital social s'élève désormais à dix mille euros (EUR 10.000,-) représenté par cent (100) parts d'intérêt d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune seront donc détenues comme suit:

1. Monsieur Bruno, Aymar, Henri de GAILLARD de LAVALDENE	99 parts
2. FIFTY-TWO F. LIMITED	<u>1 part</u>
TOTAL	100 parts

Neuvième résolution

Les Associés décident également:

- a) d'adopter pour la Société une durée illimitée; et,
- b) d'adopter une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année.

Dixième résolution

Suite à ce qui précède, les Associés décident de modifier les statuts de la Société, dans la mesure nécessaire à leur adaptation à la législation luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Forme et objet. Dénomination. Siège et durée

Art. 1^{er}. La société a pour objet, la propriété directe, indirecte et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres, détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions ou autrement.

La propriété, la gestion de tous biens mobiliers de nature monétaire ou autre, y compris les contrats de capitalisation, la vente de ces mêmes biens pour autant toutefois que cela ne porte pas atteinte au caractère civil de la société.

Plus généralement la société pourra accomplir toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société pour autant toutefois que cela ne porte pas atteinte au caractère civil de la société. Les opérations peuvent être opérés tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

La gestion des actifs est confiée au gérant qui peut à son tour la confier à un tiers.

Les actes commerciaux sont expressément exclus de l'objet de la société.

Art. 2. La société prend la dénomination de: Brulaur S.C.

Art. 3. Le siège statutaire et de direction effective de la société est établi à Luxembourg.

La décision de transférer le siège dans un pays étranger requiert une décision unanime des associés.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Apports en numéraire, Attributions de parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à dix mille euros (EUR 10.000,-), représenté par cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de cents euro (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Chaque part d'intérêt confère à l'associé dans le fonds social et dans la répartition des bénéfices, le droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts d'intérêts existantes.

Les associés, dans leurs rapports internes, supportent dans la même proportion les dettes de la société.

Vis-à-vis des tiers, toutefois, les associés seront tenus des engagements sociaux, conformément à l'article 1863 du code civil.

Art. 7. Les parts d'intérêts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts des parts d'intérêts.

Les parts d'intérêts ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément d'associés représentant les trois quarts des parts d'intérêts appartenant aux survivants. Ce consentement n'est toutefois pas requis lorsque les parts sont transmises sous forme d'héritage ou de legs même particulier, soit à des héritiers en ligne directe, soit au conjoint survivant.

Les cessions entre vifs s'opèrent par acte notarié ou sous seing privé, conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société qui pourra suspendre les droits y attachés tant que l'indivision perdure ou en cas de désaccord entre nu-propiétaire et usufruitier.

Les héritiers et légataires de parts d'intérêts ou les créanciers d'un associé ne peuvent, pour l'exercice de leurs droits, sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les documents, valeurs et biens de la société.

Titre III. - Administration

Art. 9. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés à l'unanimité par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont nommés pour un terme déterminé ou indéterminé. Même nommés pour un terme déterminé, le ou les gérants sont révocables à tout moment par décision unanime des associés.

Art. 10. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

A l'égard des tiers, la société se trouve toujours valablement engagée en cas de gérant unique, par la signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants qui n'ont pas à apporter la preuve d'une délibération préalable du conseil ou des associés.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Chaque associé a un droit illimité de surveillance et de contrôle concernant les affaires de la société.

Titre IV. - Décision des associés

Art. 11. Les assemblées générales des associés se réunissent à la suite d'une convocation émanant soit d'un des gérants, soit de deux associés. Les avis de convocation contiennent obligatoirement l'ordre du jour.

Les convocations des associés à une assemblée ont lieu au moyen de lettres recommandées à la poste, adressées aux associés, huit jours au moins à l'avance, formalité à laquelle les associés peuvent renoncer.

Un associé peut se faire représenter à une assemblée générale par un mandataire, associé ou non, muni d'un pouvoir spécial.

Chaque part d'intérêt donne droit à une voix aux assemblées, sans limitation.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des votants.

Si toutefois une assemblée générale extraordinaire est appelée à apporter une modification au pacte social, elle n'est régulièrement constituée que si la moitié au moins de toutes les parts d'intérêt sont dûment représentées. La décision requiert une majorité des 3/4 des parts présentes ou représentées.

Les assemblées générales régulièrement constituées représentant l'universalité des associés et les décisions qu'elles prennent valablement obligent tous les associés.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial qui sont signés par les associés présents. Les copies ou extraits à produire sont certifiés conformes par un gérant.

Titre V. - Année sociale

Art. 12. L'année sociale s'étend du premier (1^{er}) janvier au trente et un (31) décembre de chaque année.

Titre VI. - Dissolution

Art. 13. Ni le décès, ni l'interdiction, ni la faillite, ni la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un associé n'entraînent la dissolution de la société.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs gérants alors en fonction, sauf décision contraire des associés prise à la majorité simple des voix.

Titre VII. - Divers

Art. 15. Pour tout ce que les présents statuts ne prévoient pas, les articles 1832 et suivants du code civil sont applicables.»

Onzième résolution

Les Associés constatent la disposition transitoire suivante:

Le premier exercice social (commencé le 1^{er} janvier 2015 sous l'empire de la législation panaméenne), se terminera, après continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

La situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la Société, tel qu'établi à la date du 2 novembre 2015 est approuvée et il est constaté que tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité panaméenne, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs ainsi qu'à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité panaméenne.

Douzième résolution

Les Associés décident de fixer le siège social de la Société au 15, boulevard Roosevelt, L- 2450 Luxembourg, à compter de la date des présentes.

Treizième résolution

Les Associés décident de nommer en tant que gérant unique de la Société pour une durée indéterminée Monsieur Claude FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 26 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20110. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192510/227.

(150216617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Aldilpa, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2628 Luxembourg, 20, rue des Trévières.

R.C.S. Luxembourg F 10.287.

STATUTS

Préambule

Un monde qui se veut radieux et humain est celui qui garantit à ses enfants les mêmes chances de succès dans le respect des droits qui sont les leurs.

Le progrès dans maints domaines et surtout dans le secteur de la communication a rapproché de nos jours les peuples de l'univers et a fait du monde un village planétaire.

Ce constat ne suffit pas pour éradiquer la souffrance et la pauvreté qui existent malheureusement au niveau des populations vulnérables tant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement.

Les raisons en sont multiples. Les couches les plus touchées sont celles des enfants et des femmes. Elles font l'objet d'injustice, de discrimination et d'abus de toutes sortes.

L'idée forte véhiculée par Mr Kragbe Jean Daniel et Mr Pfeiffer Kevin Philippe, fondateurs de l'association humanitaire *Enfant Vie et Espoir "EVE"* est de faire en sorte que, les hommes et les institutions acceptent par des actions percutantes, dans un élan de solidarité internationale d'extirper de leur rang l'esprit de fatalisme, pour s'engager dans la construction d'une société plus juste qui confère à l'enfant le droit d'un développement intégral et harmonieux. C'est à cette tâche que s'attellent les volontaires qui accompagnent *EVE* dans sa mission pour faire reculer progressivement les frontières de la pauvreté, de la misère, de l'injustice, pour restituer à l'enfant et à la femme, toute la dimension de leur dignité et leur raison d'être.

Agir ensemble pour briser les chaînes de l'injustice est notre appel à l'humanité pour que la volonté politique des gouvernants s'associe à celle de la société civile afin qu'à travers *"EVE"* le monde apporte un peu plus d'amour, le vrai amour aux enfants.

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Mission - Vision objet - Siège durée

Art. 1^{er} . Forme. Il est formé entre les soussignés et les autres personnes physiques ou morales ayant adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions indiquées ci après, une association basée sur le volontariat régie par la loi du 21 avril 1928 et par les présents statuts.

Art. 2. Dénomination et signe distinctif. Cette association prend la dénomination "Enfants Vie et espoir" Son sigle est "EVE".

Art. 3. Mission. "EVE" alimente le débat culturel et, répond à un certain nombre de préoccupations: Développer l'aide humanitaire et sociale nécessaires au Continent Africain: la création de complexes médicaux afin de lutter contre les maladies et la pauvreté, la création d'orphelinats et lycées, envois de vêtements, médicaments, matériels scolaires, informatiques... Matériel médical, et lutte contre l'excision.

Art. 4. Vision. Bâtir un monde plus juste, contribuer à l'établissement d'un monde de paix, sans discrimination, sans injustice où la dignité et les valeurs économiques, sociales et humaines sont basées sur le respect du droit des enfants et le droit de la personne humaine pour une solidarité internationale plus accrue.

"EVE" vise un autre type de développement à partir d'une chaîne de solidarité entre les enfants du monde entier avec le soutien non aliénant de toutes les personnes et toutes les institutions qui travaillent pour la promotion du développement humain, social, économique fondé sur l'équité et le respect des principes de dignité réciproque.

Art. 5. Objet. L'association a un caractère social. Elle a pour objet la promotion la dynamique des actions de solidarité et de la coopération avec l'Afrique menées par les Collectivités locales.

EVE alimente le débat culturel et, répond à un certain nombre de préoccupations:

- Développer l'aide humanitaire et sociale nécessaires au Continent Africain: la création de complexes médicaux afin de lutter contre les maladies et la pauvreté, la création d'orphelinats et lycées, envois de vêtements, médicaments, matériels scolaires, informatiques... Matériel médical, et lutte contre l'excision.

- Favoriser l'intégration et le rapprochement des Communautés africaines et contribuer à rendre plus visibles les communautés africaines au Luxembourg.

- Promouvoir la Culture africaine et sensibiliser les populations sur les dégâts causés par les maladies en Afrique, en organisant des événements culturels: spectacles, festivals, expositions et, soirées thématiques sur l'Afrique.

Art. 6. Siège. Le siège de l'association. 59 grand rue L- 45 75 DIFFERDANGE;

Adresse postal: BP 2771 L-1014 Luxembourg

Les activités de "EVE" peuvent se développer dans d'autres pays dans le strict respect des présents statuts et ce, en relation avec le siège. Les membres doivent se conformer, à la loi et aux réglementations en vigueur en matière d'association dans le pays d'accueil de l'organisme.

Art. 7. Durée. La durée de vie de l'organisation est illimitée

Titre II. Membres de l'ASBL - Cotisations

Art. 8. Membres. Peut être membre de "EVE": - Toute personne physique ou morale fondatrice ou qui en fait la demande et qui accepte la vision, la mission, les objectifs et le contenu des statuts de l'organisation.

Art. 9. Qualité de membre. L'organisation se compose de membres fondateurs, membres actifs, membres d'honneur et de membres bienfaiteurs. - Est membre fondateur toute personne ayant participé effectivement à la prise de décision pour la création de l'organisation et qui oeuvre activement à sa consolidation. Ils sont d'office les membres de droit. - Est membre actif toute personne qui participe activement aux activités statutaires de l'organisation après sa création, qui s'y consacre et fait preuve de sa disponibilité permanente à la vie de l'organisation. - Est membre d'honneur toute personne de bonne volonté ayant oeuvré très activement à la vie de l'association et qui lui manifeste un attachement de promotion particulière. - Est membre bienfaiteur toute personne qui de part ses actions généreuses, participe aux activités de l'ASBL.

Art. 10. Perte de qualité de membre. Perdent la qualité de membre de l'organisation:

1°) Ceux qui ont donné leur démission par lettre adressée au Président du Conseil d'Administration;

2°) Ceux dont le conseil a prononcé la radiation soit pour défaut de paiement d'une cotisation, six mois après son échéance, soit pour motif grave après avoir entendu leurs explications.

- Le décès, la démission ou l'exclusion d'un membre ne mettent pas fin à l'association qui continue d'exister entre les autres membres démissionnaires et les héritiers des membres décédés sont tenus au paiement de la cotisation de l'année en cours lors de la démission ou du décès.

Art. 11. Droit d'adhésion. Tout membre paie un droit d'adhésion dont le montant est défini par l'Assemblée Générale des membres sur proposition du Conseil d'Administration.

Art. 12. Cotisation. Les cotisations sont dues pour chaque année civile et sont payables dans le courant du premier trimestre.

Les cotisations annuelles applicables à chaque catégorie de membre sont fixées selon que les statuts juridiques attestent que les membres sont des personnes physiques ou des personnes morales (Associations, ONG, réseaux et autres institutions). Elles sont fixées par résolution du Conseil d'Administration.

Titre III. Administration (les organes)

Art. 13. Administration Générale. L'ASBL est administrée par:

- Une Assemblée Générale (A.G.) des membres - Un Conseil d'Administration (CA) ayant un comité permanent en son sein. - Une Direction

Art. 14. Attributions de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale est l'organe suprême de décision de l'ASBL.

Elle a pour rôle:

- de définir la philosophie et la politique de l'ASBL, - d'opérer les grandes orientations de l'association.

Elle se réunit annuellement sur convocation du président de l'association.

Art. 15. Nombre de voix et mode de vote. Chaque membre de l'Assemblée avec droit de vote à une voix.

Il ne peut excéder une voix supplémentaire qu'il représente.

Les votes sont au scrutin secret; tout autre mode de vote est autorisé et adopté en début de séance.

Art. 16. Délibération de l'Assemblée Générale. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Art. 17. Assemblée Générale Ordinaire. L'Assemblée Générale ordinaire entend le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion et sur la situation financière de l'association. Elle approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, ratifie la nomination des administrateurs, autorise toutes acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet de l'ASBL, tous échanges et ventes de ces immeubles ainsi que toutes constitutions d'hypothèques et tous emprunts et, d'une manière générale délibère pour toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil d'Administration relatives au développement de l'ASBL "EVE" et à la gestion de ses intérêts.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée doit être composée du quart au moins des membres. Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée convoquée à nouveau délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents.

Art. 18. L'Assemblée Générale Extraordinaire. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut apporter aux STATUTS toutes modifications sans exception ni réserve. Elle peut décider notamment de la dissolution de l'organisation, de sa fusion ou de son union avec d'autres associations poursuivant un but analogue. Mais dans ses divers cas, elle doit être composée du quart (1/4) au moins des membres ayant le droit d'en faire partie. Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des membres présents. Si, sur une première convocation, l'Assemblée n'a pu réunir ce nombre de membres, il peut être convoqué une deuxième Assemblée qui délibère valablement quelque soit le nombre de membres présents ou représentés mais seulement à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents.

Art. 19. Délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire sont constatées par procès verbaux inscrits sur un registre spécial et signé par les membres composant le Bureau.

Art. 20. Attributions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration (CA) de l'Assemblée Générale (AG) des membres de l'ASBL est élu par voie électorale.

Il est chargé de:

- Recruter, nommer ou révoquer le Directeur et de définir les éléments de rémunération, - Mettre en oeuvre les grandes orientations d'actions de l'Assemblée Générale, - Définir les priorités d'activités répondant aux orientations de l'Assemblée Générale. - Faire la promotion de l'association, - Traiter tout problème relatif aux membres de l'ASBL et en soumettre le résultat à l'Assemblée Générale suivant les normes.

Art. 21. Rôle du Comité Permanent du Conseil d'Administration (CPCA). Le Comité Permanent du Conseil d'Administration agit par délégation de pouvoir du Conseil d'Administration (CA).

Il veille à la bonne exécution des décisions et recommandations de l'Assemblée Générale dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 22. Composition du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration compte sept (5) membres élus par l'Assemblée Générale pour une durée de deux (2) ans, renouvelable une seule fois pour le même poste; Tout membre sortant est rééligible

Le nombre des membres du Conseil d'Administration ainsi indiqué et la durée du mandat peuvent être modifiés en cas de besoin, par l'Assemblée Générale des membres de l'ASBL.

Le Conseil d'Administration est doté d'un bureau de trois (3) membres appelé "Comité Permanent du Conseil d'Administration (CPCA)".

Ce Comité comprend le Président, le Rapporteur et un Conseiller élus au sein du Conseil d'Administration, Ils sont rééligibles dans les limites de l'exercice de leur mandat au CA.

Aucun membre du CP/CA ne peut-être cumulativement ni agent, ni Directeur de l'ASBL. Au cas où cela lui est nécessaire, il perd sa qualité de membre au Conseil d'Administration.

Art. 23. Vacances de poste au Conseil d'Administration. En cas de vacances dans l'intervalle de deux Assemblées Générales, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres et l'Assemblée Générale lors de sa plus proche réunion procède à l'élection définitive. Les Administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Art. 24. Commissariat aux comptes. Deux (2) membres du commissariat aux comptes sont élus parmi les membres de l'organisation à l'Assemblée Générale. Leur mandat est de 2 ans renouvelable une fois. Ces personnes doivent avoir des qualifications qui leur favorisent la mission. Leur mission est de vérifier périodiquement, soit une (1) fois au moins l'an, la bonne application des attributions du Conseil d'Administration et de la Direction. Ils assurent le contrôle de la gestion interne de l'ASBL.

Ils rendent compte de leur travaux aux sessions de l'Assemblée Générale; Ils dépendent hiérarchiquement de l'Assemblée Générale des membres de l'ASBL.

Art. 25. La Direction. C'est l'organe exécutif de l'ASBL dirigé par un Directeur qui gère au quotidien les activités de l'organisation. Elle est animée par le Directeur recruté ou nommé par le Conseil d'Administration qui en définit les normes de rémunération et les conditions de travail dans un contrat de travail.

Art. 26. Attributions du Directeur. Elles consistent à assurer, dans les règles de l'art la gestion prévisionnelle et courante de l'association.

Dans cet esprit, le Directeur se charge entre autres de:

a) Concevoir la structure de gestion de l'ASBL, b) Recruter le personnel adéquat à la gestion de l'ASBL et en fixer les éléments de rémunération, c) Concevoir les programmes et les plans d'actions et les budgets conséquents devant les accompagner, d) Rechercher les ressources nécessaires à l'action, au besoin, suivant les directives ou avec le concours du CA, e) Dresser les différents rapports périodiques de gestion, en particulier annuels, f) Oeuvrer au développement continu de l'ASBL par tous les moyens utiles et convenables, g) Négocier tout programme et représenter l'organisation devant toute institution pour sa promotion, h) Rendre compte des initiatives au Conseil d'Administration en vue de bénéficier de son assistance, i) Représenter au plan national et international, l'ASBL. j) Signer tout contrat, tout protocole de partenariat dans le but de réaliser les objectifs de l'association.

Pour ce faire le Directeur est autorisé à recourir à toutes les compétences internes et externes utiles pour des actions courantes de gestion.

Titre IV. Ressources de l'organisation - Fonds de réserves

Art. 27. Ressources. Les ressources de l'organisation se composent:

- Des cotisations de ses membres, - Des subventions qui pourront lui être accordées, - Des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède, - Des dons et legs qui lui pourraient être offerts par des personnes physiques ou morales.

Art. 29. Fonds de Réserve. Le fonds de réserve comprend:

- Les sommes versées pour le rachat des cotisations,
- Les économies réalisées sur les ressources et qui auraient été portées au fonds de réserve en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale ordinaire.

Le fonds de réserve est employé au paiement du prix d'acquisition des immeubles nécessaires à la réalisation du but de l'association, à leur installation et aménagement, ainsi qu'au paiement des travaux de réfection ou de grosses réparations qu'il y aurait lieu de faire. Il peut aussi être employé aux placements en valeurs mobilières décidés par le CA.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 29. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'AG délibérant désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'organisation. Cette Assemblée Générale détermine souverainement les conditions dans lesquelles les membres de l'organisation seront admis s'il y a lieu, à reprendre tout ou partie de leurs cotisations avant de reverser l'actif net, après paiement des charges de l'organisation et des frais de sa liquidation, à une organisation ayant les mêmes objectifs.

Titre VI. Formalités

Art. 30. Formalités. Le Conseil d'Administration donne plein pouvoir au Directeur pour remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prescrite par la loi du 21 avril 1928. A cet effet tous les pouvoirs sont conférés au Directeur et à tout membre de son staff à qui il délègue les pouvoirs et qui est porteur d'un original des présents STATUTS.

Art. 31. Membres Fondateurs. Kragbe Jean Daniel: née le 12 décembre 1969 en cote d'ivoire: Nationalité Française
Pfeiffer Kevin Philippe: née le 17 novembre 1992 à Consdorf: nationalité Luxembourgeoise
Sont propriétaires à vie de L'ASBL (Enfant Vie et Espoir) "EVE"

Art. 32. La composition du bureau. Président: Mr KRAGBE Jean Daniel né le 12 décembre 1969 à MARCORY (Côte d'Ivoire); 20 rue des Trévires L 2628 LUXEMBOURG; Nationalité Française

Est le représentant légal de l'association c'est-à-dire qu'il représente l'association à l'égard des tiers devant la justice, sauf si les statuts le prévoit autrement

Convoque et préside les AG et le CA

Anime l'association, coordonne les activités

Assure les relations publiques, internes et externes

Dirige l'administration de l'association: signature des contrats, embauche du personnel

Fait le rapport moral annuel à l'assemblée générale

Vice Présidente: Chargée de la coordination avec les autorités et associations luxembourgeoises: Me Nadine PEDUZZI née le 22 décembre 1964 à Le THILLOT (88) France; 59 grand rue L 45 75 DIFFERDANGE; Nationalité Française

Supplée au président en cas d'absence de celui-ci ou de celle-ci

1^{ère} Vice Présidente: Chargée de la coordination, des relations et de l'acheminement avec l'Afrique: Docteur Touré Evelyne Nationalité ivoirienne.

née le 1 août 1963 à Abidjan (cote d'ivoire) adresse: 06 bp abidjan 06

Elle réside où l'association effectue sa mission, elle n'a pas le droit de vote en assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire).

2^{ème} Vice Présidente: Chargée de la recherche de fond et du développement: Me CARRIER Françoise née le 26 juillet 1960; 1 rue Josy DEINTZ L 58 41 HESPERANGE Nationalité Luxembourgeoise.

Trésorier: Mr Piet Gilles

née le 19 janvier 1964 en France. 7, AN DES GEUAAN L-7593 BERINGER Nationalité Française.

Trésorier: Mr Piet Gilles

née le 19 janvier 1964 en France. 7, AN DES GEUAAN L-7593 BERINGER Nationalité Française.

est chargé de tenir ou faire tenir sous son contrôle la comptabilité de l'association, il effectue tous les paiements et reçoit sous la surveillance du Président, toutes les sommes dues à l'association, il ne peut aliéner les valeurs constituant le fonds de réserve qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations qu'il effectue et rend compte à l'assemblée générale annuelle qui approuve sa gestion

Secrétaire Général: Mr Pfeiffer Kevin née le 17 novembre 1992 à Consdorf Luxembourg; 71 route d'Echternach L 62 12 CONSDORF Nationalité Luxembourgeoise

Est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Elle rédige les procès verbaux des réunions et assemblées et, en général, toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité, elle tient le registre spécial prévu par l'article 5. Elle assure l'exécution des formalités prescrites.

Ces statuts élaborés au siège de l'association, ont été adoptés en assemblée générale constitutive le vendredi 20 novembre 2015

Fait à Luxembourg, le vendredi 20 novembre 2015.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire Général

Référence de publication: 2015192467/222.

(150216246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Aprisun S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8038 Strassen, 4, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 142.405.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mil quinze, le 27 novembre.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme APRISUN S.A., R.C.S. Luxembourg B 142.405 constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 17 octobre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2673 du 3 novembre 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michel ANTOINE, demeurant à L-8038 Strassen, 4 rue de la Poste.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Françoise GOOSSE, demeurant à L-8038 Strassen, 4 rue de la Poste.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Michel ANTOINE demeurant à L-8038 Strassen, 4 rue de la Poste.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau demeurera annexée au présent acte Resteront, le cas échéant, pareillement annexées au présent acte, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants.

Monsieur le Président expose:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- Rapport du commissaire à la liquidation
- Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation
- Clôture de la liquidation
- Détermination du lieu où seront conservés les livres et documents sociaux

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent acte.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire-vérificateur Monsieur Michel ANTOINE, né à Namur le 6 juin 1969 demeurant à L-8038 Strassen, 4 rue de la Poste, nommé par assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en date du 27 novembre 2015, approuve le rapport du commissaire à la liquidation, précité.

Le rapport du commissaire à la liquidation, après avoir été signé ne varietur par les comparants et les membres du bureau, restera annexé au présent procès-verbal.

Deuxième résolution:

L'assemblée ayant adopté les comptes de liquidation, accorde décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction au liquidateur Madame Françoise GOOSSE, demeurant à L-8038 Strassen, 4 rue de la Poste, ainsi qu'au commissaire à la liquidation Monsieur Michel ANTOINE, précités en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions concernant la liquidation.

Troisième résolution:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société et constate que la société APRISUN S.A. a cessé définitivement d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Strassen, le 27 novembre 2015.

Et après lecture faite les membres du bureau ont tous signé le présent Procès-Verbal.

Référence de publication: 2015192484/58.

(150215876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

G2K Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 199.721.

Gemäß Anteilsübertragungsvertrag vom 13. November 2015 lautet der alleinige Teilhaber wie folgt:

- Teilhaber:

G2K Holding S.A.

Société Anonyme

9, Avenue des Hauts-Fourneaux

L-4362 Esch-sur-Alzette
RCS Luxembourg B-201.680
Anteile: 125

Esch-sur-Alzette, den 13. November 2015.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2015191931/17.

(150214903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Bali SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.

R.C.S. Luxembourg B 201.803.

—
STATUTS

Entre les soussignés

1. Monsieur Jean-Christophe TRESSEL, demeurant à L-2449, Luxembourg 15, boulevard Royal
2. REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT S.A. au capital de 31.000 € RCS N° B82 371 avec siège L-2449, Luxembourg 15, boulevard Royal

Il a été constitué en date du 29 septembre 2015 une société en commandite simple dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé entre les constituants et tous ceux qui pourraient devenir associés par la suite, une société en commandite simple.

Art. 2. La dénomination de la société est BALI SCS

Art. 3. La société a pour objet toutes opérations immobilières achat et revente et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à 24, rue Geespelt L-3378 Livange. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La société a été constituée pour une durée indéterminée. Elle ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 6. Le capital social est fixé à 31.000 Euros trente et un mille euros représenté par 10 parts sociales de commandité et 300 parts sociales de commanditaire, trois cent dix Euros, 310 € chacune.

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

- 1) Monsieur TRESSEL, associé commandité, 10 parts 1.000 €
- 2) REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT SA, associé commanditaire, 300 parts totalisant 30.000 €

Total: 310 parts

Trente et un mille €

Le capital social a été entièrement libéré et se trouve à la disposition de la société.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 8. La société est gérée par Monsieur Jean-Christophe TRESSEL premier gérant nommé statutairement.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 9. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 10. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le trente-et-un décembre deux mille quinze.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

Disposition Générale

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties déclarent se référer à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Evaluation des Frais

Art. 13. Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.300 € mille trois cents Euros.

Fait à Livange, le 29 septembre 2015.

Référence de publication: 2015192511/62.

(150216557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Bosmont S.C., Société Civile.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg E 5.790.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-trois novembre,

Pardevant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU

1. Monsieur Bruno, Aymar, Henri de GAILLARD de LAVALDENE, né le 2 octobre 1927 à Vernas (France), demeurant au 4 bis avenue Sainte Luce, 1003 Lausanne (Suisse), dûment représenté par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 13 novembre 2015; et,

2. FIFTY-TWO F. LIMITED, une Limited Company, 57, Ipparchou Street, 3027 Limassol (Chypre), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre sous le numéro HE 343816,

dûment représenté par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 20 novembre 2015;

(ci-après désignés ensemble par les Comparants ou les Associés)

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées ne varietur par la mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Qu'ils sont les associés de la société de droit panaméen «Bosmont Inc.» (ci-après dénommée la "Société", établie et ayant son siège social à Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama), inscrite au Registre Publique de Panama (République de Panama) sous le numéro 837057, constituée en date du 24 juin 2014.

B) la Société a décidé de transférer son siège social Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama), vers Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), suivant résolutions (les Résolutions) prises par les Associés de la Société en date du 5 octobre 2015.

C) Que les documents suivants, signés "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui:

- un «Certificate of Incumbency» délivré en date du 12 novembre 2015, certifiant que la Société a été dûment enregistrée, existe toujours et n'est pas en voie de liquidation;

- les Résolutions prises par les Associés, en date du 5 octobre 2015, décidant du transfert de la Société vers le Grand-Duché de Luxembourg;

- une copie de la situation financière de la Société au 2 novembre 2015;

- une confirmation sous la forme d'un bilan émise en date du 20 novembre 2015 attestant qu'aucun changement significatif n'a eu lieu dans la situation financière de la Société depuis le 2 novembre 2015.

- un avis juridique émis par le cabinet d'avocats Mossack Fonseca Group, ayant son siège social au 54th Street, Marbella, Panama (République de Panama) en date du 13 novembre 2015.

C) Qu'il ressort des Résolutions prises par les Associés de la Société qu'il a été décidé de transférer le siège social de la Société vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), les Associés étant appelé à voter et à approuver le transfert du siège social de la Société de Mossfon Building, East 54th Street, Panama (République de Panama) vers le 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) et à authentifier lesdites résolutions conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise.

D) Qu'en outre les Associés sont appelé à approuver les modifications nécessaires mentionnées ci-dessous afin de mettre les statuts en conformité avec les exigences légales luxembourgeoises et de procéder à la nomination du gérant unique de la Société.

E) Qu'il résulte de l'avis juridique émis par le cabinet d'avocats Mossack Fonseca Group, susmentionné, que:

- la Société est autorisée, d'après les lois de la République du Panama, à continuer l'exercice de ses activités au Grand-Duché de Luxembourg; et que

- un tel transfert n'entraîne ni la dissolution, ni la mise en liquidation de la Société.

F) Qu'il résulte d'une situation financière de la Société au 2 novembre 2015 que la valeur de l'actif net de la Société n'est pas inférieure à son capital social.

Ensuite les Associés représenté comme ci-avant, a pris les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Confirmation et ratification des résolutions prises par les Associés de la Société en date du 5 octobre 2015, et décision de transférer le siège social de Panama (République de Panama) vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), conformément aux dispositions des lois luxembourgeoises, sans aucune rupture de la personnalité juridique de la Société, sans création d'un nouvel être juridique moral.

2. Adoption par la Société de la nationalité luxembourgeoise.

3. Adoption de la forme d'une société civile.

4. Confirmation de la dénomination de la Société en "BOSMONT S.C".

5. Approbation du Bilan de Panama au 2 novembre 2015 comme étant le bilan d'ouverture au Luxembourg et confirmation de la description et de la cohérence de tous les actifs et passifs de la Société et du capital social émis et libéré de la Société;

6. Prise d'acte et, dans la mesure nécessaire, approbation du Certificat;

7. Annulation de la valeur nominale des parts d'intérêt et conversion de la devise d'expression du capital social de Dollars US en Euro au taux de change de la Banque Centrale Européenne au 17 novembre 2015

8. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de six cent vingt-huit euros (EUR 628,-) pour le porter de son montant actuel de neuf mille trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) à dix mille euros (EUR 10.000,-) par incorporation de réserves et fixation de la valeur nominale des parts d'intérêt à cent euro (EUR 100,-);

9. Adoption par la Société d'une durée illimitée et de l'exercice social calendaire (du 1^{er} janvier au 31 décembre).

10. Adaptation des statuts de la Société afin de les mettre en conformité aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

11. Constatation de la disposition transitoire suivante: Le premier exercice social (commencé le 1^{er} janvier 2015 sous l'empire de la législation panaméenne), se terminera, après continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

12. Fixation du siège statutaire de la Société au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 (Grand-Duché de Luxembourg).

13. Nomination du gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

Première résolution

Les Associés ratifient les résolutions prises à Panama (République de Panama) en date du 5 octobre 2015 et décide de transférer le siège social de Panama (République de Panama) vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), conformément aux dispositions des lois luxembourgeoises, sans aucune rupture de la personnalité juridique de la Société et sans création d'un nouvel être juridique moral.

Deuxième résolution

Les Associés décident que conformément à l'article 159 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, la Société adopte la nationalité luxembourgeoise et doit être considérée comme une société luxembourgeoise à partir de la date des présentes.

Il est reconnu que la Société doit être inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Troisième résolution

Les Associés décident que la Société opérera sous la forme d'une société civile.

Quatrième résolution

Les Associés décident de conserver la dénomination de la Société en BOSMONT S.C.

Cinquième résolution

Les Associés décident d'approuver le Bilan de la Société à Panama et de l'accepter comme étant le bilan d'ouverture au Grand Duché de Luxembourg à la date du 2 novembre 2015, une copie dudit Bilan restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés constatent que la description et le contenu de tous les actifs et passifs de la Société et du capital social émis et libéré résultent du bilan susmentionné.

Les Associés déclarent que tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation, restent la propriété intégrale de la Société, qui possède toujours tous ses actifs et qui est toujours tenue par toutes ses dettes et engagements.

Sixième résolution

Les Associés reconnaissent avoir reçu une confirmation sous la forme d'un bilan intérimaire en date du 20 novembre 2015, qui atteste des actifs nets de la Société à cette date; et confirment qu'ils étaient au moins équivalent au montant du capital des associés exposé sur le bilan.

Septième résolution

Les Associés décident d'annuler la valeur nominale des parts d'intérêt et de changer la devise d'expression du capital social souscrit et de la comptabilité de USD en EUR au taux de conversion fixé par la Banque Centrale Européenne au 17 novembre 2015 à USD 1,- = EUR 0.9372.

Le capital social s'élève désormais à neuf mill trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) représenté par dix mille (10.000) parts d'intérêt sans désignation de valeur nominale.

Huitième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de six cent vingt-huit euros (EUR 628,-) pour le porter de son montant actuel de neuf mill trois cent soixante-douze euros (EUR 9.372,-) à dix mille euros (EUR 10.000,-) par augmentation du pair comptable des parts d'intérêt par incorporation de réserves et de fixer la valeur nominale des parts d'intérêt à cent euros (EUR 100,-).

Preuve de l'existence des réserves disponibles a été apportée au notaire instrumentant par le biais d'un bilan et d'une confirmation attestant de ces montants; l'attribution des réserves en tant que tels, ayant été préalablement dûment approuvée par l'associé unique.

Les Associés confirment que le montant du capital social s'élève désormais à dix mille euros (EUR 10.000,-) représenté par cent (100) parts d'intérêt d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune seront donc détenues comme suit:

1. Monsieur Bruno, Aymar, Henri de GAILLARD de LAVALDENE	99 parts
2. FIFTY-TWO F. LIMITED	1 part
TOTAL	100 parts

Neuvième résolution

Les Associés décident également:

- a) d'adopter pour la Société une durée illimitée; et,
- b) d'adopter une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année.

Dixième résolution

Suite à ce qui précède, les Associés décident de modifier les statuts de la Société, dans la mesure nécessaire à leur adaptation à la législation luxembourgeoise, et de leur donner la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Forme et objet. Dénomination. Siège et durée

Art. 1^{er} . La société a pour objet, la propriété directe, indirecte et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres, détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions ou autrement.

La propriété, la gestion de tous biens mobiliers de nature monétaire ou autre, y compris les contrats de capitalisation, la vente de ces mêmes biens pour autant toutefois que cela ne porte pas atteinte au caractère civil de la société.

Plus généralement la société pourra accomplir toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société pour autant toutefois que cela ne porte pas atteinte au caractère civil de la société. Les opérations peuvent être opérés tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

La gestion des actifs est confiée au gérant qui peut à son tour la confier à un tiers.

Les actes commerciaux sont expressément exclus de l'objet de la société.

Art. 2. La société prend la dénomination de: BOSMONT S.C.

Art. 3. Le siège statutaire et de direction effective de la société est établi à Luxembourg.

La décision de transférer le siège dans un pays étranger requiert une décision unanime des associés.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Apports en numéraire, Attributions de parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à dix mille euros (EUR 10.000,-), représenté par cent (100) parts d'intérêts d'une valeur nominale de cents euro (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Chaque part d'intérêt confère à l'associé dans le fonds social et dans la répartition des bénéfices, le droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts d'intérêts existantes.

Les associés, dans leurs rapports internes, supportent dans la même proportion les dettes de la société.

Vis-à-vis des tiers, toutefois, les associés seront tenus des engagements sociaux, conformément à l'article 1863 du code civil.

Art. 7. Les parts d'intérêts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts des parts d'intérêts.

Les parts d'intérêts ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément d'associés représentant les trois quarts des parts d'intérêts appartenant aux survivants. Ce consentement n'est toutefois pas requis lorsque les parts sont transmises sous forme d'héritage ou de legs même particulier, soit à des héritiers en ligne directe, soit au conjoint survivant.

Les cessions entre vifs s'opèrent par acte notarié ou sous seing privé, conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société qui pourra suspendre les droits y attachés tant que l'indivision perdure ou en cas de désaccord entre nu-propriétaire et usufruitier.

Les héritiers et légataires de parts d'intérêts ou les créanciers d'un associé ne peuvent, pour l'exercice de leurs droits, sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les documents, valeurs et biens de la société.

Titre III. - Administration

Art. 9. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés à l'unanimité par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont nommés pour un terme déterminé ou indéterminé. Même nommés pour un terme déterminé, le ou les gérants sont révocables à tout moment par décision unanime des associés.

Art. 10. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

A l'égard des tiers, la société se trouve toujours valablement engagée en cas de gérant unique, par la signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants qui n'ont pas à apporter la preuve d'une délibération préalable du conseil ou des associés.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Chaque associé a un droit illimité de surveillance et de contrôle concernant les affaires de la société.

Titre IV. - Décision des associés

Art. 11. Les assemblées générales des associés se réunissent à la suite d'une convocation émanant soit d'un des gérants, soit de deux associés. Les avis de convocation contiennent obligatoirement l'ordre du jour.

Les convocations des associés à une assemblée ont lieu au moyen de lettres recommandées à la poste, adressées aux associés, huit jours au moins à l'avance, formalité à laquelle les associés peuvent renoncer.

Un associé peut se faire représenter à une assemblée générale par un mandataire, associé ou non, muni d'un pouvoir spécial.

Chaque part d'intérêt donne droit à une voix aux assemblées, sans limitation.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des votants.

Si toutefois une assemblée générale extraordinaire est appelée à apporter une modification au pacte social, elle n'est régulièrement constituée que si la moitié au moins de toutes les parts d'intérêt sont dûment représentées. La décision requiert une majorité des 3/4 des parts présentes ou représentées.

Les assemblées générales régulièrement constituées représentant l'universalité des associés et les décisions qu'elles prennent valablement obligent tous les associés.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial qui sont signés par les associés présents. Les copies ou extraits à produire sont certifiés conformes par un gérant.

Titre V. - Année sociale

Art. 12. L'année sociale s'étend du premier (1^{er}) janvier au trente et un (31) décembre de chaque année.

Titre VI. - Dissolution

Art. 13. Ni le décès, ni l'interdiction, ni la faillite, ni la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un associé n'entraînent la dissolution de la société.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs gérants alors en fonction, sauf décision contraire des associés prise à la majorité simple des voix.

Titre VII. - Divers

Art. 15. Pour tout ce que les présents statuts ne prévoient pas, les articles 1832 et suivants du code civil sont applicables.»

Onzième résolution

Les Associés constatent la disposition transitoire suivante:

Le premier exercice social (commencé le 1^{er} janvier 2015 sous l'empire de la législation panaméenne), se terminera, après continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

La situation patrimoniale d'ouverture de la Société devenue luxembourgeoise, indiquant toutes les valeurs patrimoniales ainsi que toutes les rubriques du bilan de la Société, tel qu'établi à la date du 2 novembre 2015 est approuvée et il est constaté que tous les actifs et tous les passifs de la Société auparavant de nationalité panaméenne, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la société luxembourgeoise qui continue à détenir tous les actifs ainsi qu'à assumer tout le passif et tous les engagements de la Société auparavant de nationalité panaméenne.

Douzième résolution

Les Associés décident de fixer le siège social de la Société au 15, boulevard Roosevelt, L- 2450 Luxembourg, à compter de la date des présentes.

Treizième résolution

Les Associés décident de nommer en tant que gérant unique de la Société pour une durée indéterminée Monsieur Claude FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement au 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève à environ trois mille euros (EUR 3.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 26 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20104. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192527/233.

(150216667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

BPI XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 192.840.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 25 novembre 2015, que l'associé de la Société, Baupost Private Investments BVII-3, L.L.C., a transféré 19.375 parts sociales de catégorie A1 qu'il détenait dans la Société à:

- BVP-I Cayman XIII Limited

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Baupost Private Investments A-3, L.L.C.	267.059 parts sociales de catégorie A1
	66.460 parts sociales de catégorie A2
	66.453 parts sociales de catégorie A3
	66.453 parts sociales de catégorie A4
	66.453 parts sociales de catégorie A5
	66.453 parts sociales de catégorie A6
	66.453 parts sociales de catégorie A7
	66.453 parts sociales de catégorie A8
	66.453 parts sociales de catégorie A9
Baupost Private Investments B-3, L.L.C.	105.368 parts sociales de catégorie A1
	26.222 parts sociales de catégorie A2
	26.219 parts sociales de catégorie A3
	26.219 parts sociales de catégorie A4
	26.219 parts sociales de catégorie A5
	26.219 parts sociales de catégorie A6
	26.219 parts sociales de catégorie A7
	26.219 parts sociales de catégorie A8
	26.219 parts sociales de catégorie A9
Baupost Private Investments C-3, L.L.C.	588.859 parts sociales de catégorie A1
	146.531 parts sociales de catégorie A2
	146.529 parts sociales de catégorie A3
	146.529 parts sociales de catégorie A4
	146.529 parts sociales de catégorie A5
	146.529 parts sociales de catégorie A6
	146.529 parts sociales de catégorie A7
	146.529 parts sociales de catégorie A8
	146.529 parts sociales de catégorie A9
BVP-I Cayman XIII Limited	168.652 parts sociales de catégorie A1
	41.972 parts sociales de catégorie A2
	41.966 parts sociales de catégorie A3
	41.966 parts sociales de catégorie A4
	41.966 parts sociales de catégorie A5
	41.966 parts sociales de catégorie A6
	41.966 parts sociales de catégorie A7
	41.966 parts sociales de catégorie A8
	41.966 parts sociales de catégorie A9
Baupost Private Investments BVII-3, L.L.C.	218.330 parts sociales de catégorie A1
	54.331 parts sociales de catégorie A2
	54.328 parts sociales de catégorie A3
	54.328 parts sociales de catégorie A4
	54.328 parts sociales de catégorie A5
	54.328 parts sociales de catégorie A6
	54.328 parts sociales de catégorie A7
	54.328 parts sociales de catégorie A8
	54.328 parts sociales de catégorie A9
BVP-III Cayman XIII Limited	84.484 parts sociales de catégorie A1
	21.028 parts sociales de catégorie A2
	21.022 parts sociales de catégorie A3
	21.022 parts sociales de catégorie A4
	21.022 parts sociales de catégorie A5
	21.022 parts sociales de catégorie A6
	21.022 parts sociales de catégorie A7
	21.022 parts sociales de catégorie A8
	21.022 parts sociales de catégorie A9
BVP-IV Cayman XI Limited	1.236.577 parts sociales de catégorie A1
	307.708 parts sociales de catégorie A2
	307.708 parts sociales de catégorie A3
	307.703 parts sociales de catégorie A4
	307.703 parts sociales de catégorie A5
	307.703 parts sociales de catégorie A6
	307.703 parts sociales de catégorie A7

	307.703 parts sociales de catégorie A8
	307.703 parts sociales de catégorie A9
HB Cayman Limited	177.512 parts sociales de catégorie A1
	44.174 parts sociales de catégorie A2
	44.171 parts sociales de catégorie A3
	44.171 parts sociales de catégorie A4
	44.171 parts sociales de catégorie A5
	44.171 parts sociales de catégorie A6
	44.171 parts sociales de catégorie A7
	44.171 parts sociales de catégorie A8
	44.171 parts sociales de catégorie A9
PB Cayman Limited	93.977 parts sociales de catégorie A1
	23.390 parts sociales de catégorie A2
	23.384 parts sociales de catégorie A3
	23.384 parts sociales de catégorie A4
	23.384 parts sociales de catégorie A5
	23.384 parts sociales de catégorie A6
	23.384 parts sociales de catégorie A7
	23.384 parts sociales de catégorie A8
	23.384 parts sociales de catégorie A9
YB Cayman Limited	65.182 parts sociales de catégorie A1
	16.226 parts sociales de catégorie A2
	16.219 parts sociales de catégorie A3
	16.219 parts sociales de catégorie A4
	16.219 parts sociales de catégorie A5
	16.219 parts sociales de catégorie A6
	16.219 parts sociales de catégorie A7
	16.219 parts sociales de catégorie A8
	16.219 parts sociales de catégorie A9
M7 Real Estate Limited	1.000.000 parts sociales de catégorie B
M7 Real Estate Portugal LLP	2.000 parts sociales de catégorie C1
	2.000 parts sociales de catégorie C2
	2.000 parts sociales de catégorie C3
	2.000 parts sociales de catégorie C4
	2.000 parts sociales de catégorie C5

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BPI XII S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015192528/113.

(150215741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Alma International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 201.827.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of November.

Before Maître Martine Decker, notary residing in Hesperange,

There appeared:

- Fiduciaria Giardini S.p.A., a company incorporated and existing under the Italian Law, having its registered office in I-20122 Milano, L.go Toscanini, 1, and registered with the Milan Trade Register under the number 05065450156, here represented by Mr Leonardo Vozzi, economic advisor, residing in L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer, according to a proxy given under private seal at Milan, on November 3rd, 2015,

Such proxy, after having been initialed «ne varietur», by the proxyholder and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed to be registered with it.

Such appearing person has required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme) on the basis of the Articles of Incorporation on which they have agreed as follows:

Name, Registered office, Object, Duration, Share capital

Art. 1. There is hereby established a Company in the form of a public limited liability company (société anonyme) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation under the name of “ALMA INTERNATIONAL S.A.” (the “Company”).

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director or by a decision of the board of directors, as the case may be.

In the event that the board of directors, or the sole director if there is one, determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. The objects of the Company are (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner and the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form and may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt securities. The Company may grant loans (whether subordinated or unsubordinated) or other forms of financing to any company. It may also lend funds (including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities) to its subsidiaries and affiliated companies.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects provided the Company will not enter into operations or transactions that would result in it being engaged in an activity that would be subject to license requirements or that would be a regulated activity of the financial sector.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions in relation to real estate or in relation to tangible or intangible property and especially in relation with intellectual property or industrial property.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. The corporate capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided into thirty-one thousand (31,000) registered shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), redeem its own shares.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The Company may issue multiple share certificates.

Board of directors, Statutory auditor

Art. 6. The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders.

The directors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding six years, and they shall hold office until their successors are elected. They are reeligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

Art. 7. The board of directors may choose from among its members a chairman.

The board of directors shall meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

Written notices of any meeting of the board of directors will be given by letter or by telefax to all directors at least 48 hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice of meeting. The notice indicates the place and agenda for the meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram or telefax of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In case of emergency, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 8. The minutes of any meeting of the board of Directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 9. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 10. The board of directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the general meeting of shareholders.

The first general meeting after the incorporation of the Company may proceed to the nomination of one or several «administrateur(s)-délégué(s)».

Art. 11. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors, the signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated is being compulsory in any case, or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 12. The Company is supervised by one or more statutory auditors, who need not be shareholders.

The statutory auditors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding six years. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

General meeting of shareholders

Art. 13. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

Art. 14. The annual general meeting shall be held on the first Thursday of May of each year, at 2.00 p.m. at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 15. The board of directors or the statutory auditor may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the Company's capital so require.

Art. 16. Shareholders' meetings are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

Fiscal year, Allocation of profits

Art. 17. The Company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 18. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dissolution, Liquidation

Art. 19. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Applicable law

Art. 20. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on 31 December 2016.

The first General Meeting will be held in the year 2017.

Subscription and payment

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing and sole shareholder, Fiduciaria Giardini S.p.A., represented as said before, hereby declares that it subscribes to thirty-one thousand (31,000) shares representing the total share capital of the Company.

The said capital has been fully paid up, so that the amount of Euro (EUR 31,000.-), is at the disposal of the Company, whereover proof has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,360.-.

Resolutions of the sole shareholder

The above-named party, represented as afore-said, representing the entire subscribed capital, declares acting as a general meeting of the shareholders, and has decided to take the following resolutions:

1) Resolved to fix at 1 (one) the number of directors and further resolved to elect as director:

- Mr Leonardo Vozzi, prenamed, born in Policoro (MT) Italy, on July 9th, 1983, residing in L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer.

2) Resolved to fix at 1 (one) the number of statutory auditors and further resolved to elect the following as statutory auditor:

- Glowsquare S.A., a société anonyme having its share registered in L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer (R.C.S. Luxembourg B 194.828).

3) The director and statutory auditor will hold office until the end of the annual general meeting of shareholders to be held in 2021.

4) The registered office's address is fixed in L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

Whereover the present deed has been drawn up by the undersigned notary, in Hesperange, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above named person the present deed is worded in French followed by a English version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by name, civil status and residence, he signed the present original deed together with Us, Notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le cinq novembre,

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Fiduciaria Giardini S.p.A., une société constituée et existante sous le droit italien, ayant son siège social à I-20122 Milan (Italie), L.go Toscanini, 1, inscrite à la Chambre de Commerce de Milan sous le numéro 05065450156,

ici représentée par Monsieur Leonardo Vozzi, conseiller économique, demeurant à L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer.

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Milan, le 3 novembre 2015, Laquelle procuration, après avoir paraphée «ne varietur», par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, telle que représentée, a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Dénomination, Siège, Objet, Durée, Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts, sous la dénomination «ALMA INTERNATIONAL S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires, délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration, ou l'administrateur unique le cas échéant, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La Société a pour objets sociaux (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, directement ou indirectement, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière et l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment des actifs tels que ceux définis aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société. Elle peut également prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des titres représentatifs de dette) à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La Société pourra émettre des certificats d'actions multiples.

Administration, Surveillance

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Art. 7. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donnée par lettre ou télécopieur à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par câble, par télégramme ou par télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par câble, par télégramme ou par télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

En cas d'urgence une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit au par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 8. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la Société peut procéder à la nomination d'un ou de plusieurs administrateur(s)-délégué(s).

Art. 11. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle obligatoire de l'administrateur délégué à la gestion journalière, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social le demandent.

Art. 16. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution, Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Loi applicable

Art. 20. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

La première année sociale commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2016.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2017.

Souscription et libération

Les statuts ayant été ainsi établis, la comparante et unique actionnaire, Fiduciaria Giardini S.p.A., préqualifiée et représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire les trente-et-un mille (31.000) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de trente-et-un mille euros (31.000,-EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné au moyen d'un certificat bancaire.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.360,-EUR.

Décisions de l'associée unique

Et à l'instant la comparante prénommée, représentant l'intégralité du capital social, a déclaré agir en lieu et place d'une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1).

Est nommé administrateur unique:

- Monsieur Leonardo Vozzi, prénommé, né le 9 juillet 1983, à Policoro (MT) Italie, demeurant à L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un (1).

Est nommé commissaire aux comptes:

- Glowsquare S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-1520 Luxembourg, 10-12, rue Adolphe Fischer (R.C.S. Luxembourg B 194.828).

3) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2021.

4) L'adresse du siège social est fixée à L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une traduction anglaise, à la requête du comparant et que la version anglaise primera en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: L. Vozzi, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/35346. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015193227/379.

(150217283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

M.A.V.J. S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 72-80, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 118.085.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192087/10.

(150215101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.